



Ministère de la Justice  
Canada

Department of Justice  
Canada

# **RAPPORT ANNUEL AU PARLEMENT 2018-2019**

*Loi sur l'accès à l'information*

Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales, et cela sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

On demande seulement :

de faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit;

d'indiquer le titre complet du matériel reproduit et le nom de l'organisation qui en est l'auteur;

d'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

La reproduction et la distribution à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite du ministère de la Justice du Canada. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le ministère de la Justice du Canada à l'adresse [www.justice.gc.ca](http://www.justice.gc.ca).

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada représentée par le ministre de la Justice et procureur général du Canada, 2017

ISSN 2369-2626

N° de cat. J1-15F-PDF

## Table des matières

|                                                                                     |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <i>PARTIE I – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX .....</i>                                     | <i>3</i>  |
| <i>PARTIE II – RAPPORT SUR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION .....</i>             | <i>11</i> |
| <i>Rapport statistique.....</i>                                                     | <i>11</i> |
| <i>Interprétation du rapport statistique .....</i>                                  | <i>11</i> |
| <i>Consultations à la demande d'autres institutions ou ministères fédéraux.....</i> | <i>15</i> |
| <i>Autres types de demandes .....</i>                                               | <i>15</i> |
| <i>Plaintes, enquêtes et révisions par la Cour fédérale .....</i>                   | <i>16</i> |
| <i>Demandes de révision à la Cour fédérale du Canada .....</i>                      | <i>17</i> |
| <i>PARTIE III – RAPPORT STATISTIQUE ANNUEL.....</i>                                 | <i>18</i> |
| <i>ANNEXE A – ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS .....</i>                        | <i>26</i> |

## INTRODUCTION

La *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1983.

La LAI donne aux citoyens canadiens, aux résidents permanents, ainsi qu'à toute personne physique et morale présente au Canada un droit d'accès à l'information contenue dans les documents qui relèvent du gouvernement, sous réserve de certaines exceptions limitées et précises. La LAI complète, sans toutefois les remplacer, d'autres modalités d'accès à l'information gouvernementale. Elle ne vise à limiter d'aucune façon l'accès à l'information gouvernementale qui serait normalement accessible au public sur demande.

L'article 72 de la LAI exige de chacun des responsables d'une institution fédérale qu'elle établisse, pour présentation au Parlement, un rapport annuel d'application de la LAI en ce qui concerne son institution et ce, pour chaque année financière.

Ce trente-sixième Rapport annuel sur l'application de la LAI, présenté conformément à l'article 72 de la LAI, rend compte des activités mises en œuvre par le ministère de la Justice pour s'acquitter de ses responsabilités au cours de l'exercice financier 2018-2019.

## ***PARTIE I – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX***

### *MINISTÈRE DE LA JUSTICE*

---

La présente section donne une vue d'ensemble du ministère de la Justice qui permettra au lecteur de comprendre le contexte dans lequel la LAI s'applique.

Le mandat du ministère de la Justice est double, à l'instar de la fonction de son ministre, qui agit également à titre de procureur général du Canada.

En appui au ministre de la Justice, le Ministère fournit des conseils et des directives en matière de politiques et de programmes aux fins de l'élaboration du contenu juridique des projets de loi, des règlements et des lignes directrices. En appui au procureur général du Canada, le Ministère est chargé de plaider dans les affaires civiles intentées par la Couronne fédérale ou en son nom, et de donner des avis juridiques aux organismes fédéraux chargés d'appliquer la loi ainsi qu'aux autres ministères.

### *ACTIVITÉS LIÉES À L'ACCÈS À L'INFORMATION*

---

La coordonnatrice de l'Accès à l'information et protection des renseignements personnels (AIPRP) voit à l'élaboration, à la coordination et à la mise en œuvre de politiques, de lignes directrices, de systèmes et de procédures qui assurent le traitement efficace des demandes présentées en vertu de la LAI. La coordonnatrice est également responsable des politiques, des systèmes et des procédures qui découlent de la LAI.

#### **Le Bureau de l'AIPRP est responsable notamment :**

- de traiter les demandes présentées en vertu de la LAI;
- d'agir comme porte-parole du Ministère auprès du Secrétariat du Conseil du Trésor, de la Commissaire à l'information, ainsi qu'auprès des ministères et organismes du gouvernement pour ce qui concerne l'application de la LAI;
- de donner suite aux demandes de consultation d'institutions fédérales concernant des documents du ministère de la Justice qui se trouvent dans leurs dossiers ou des documents protégés par le secret professionnel de l'avocat;

- de coordonner, de réviser, d'approuver et de diffuser les modifications ou les ajouts apportés à l'Info Source, une publication annuelle du gouvernement du Canada sur son organisation et ses fonds de renseignements;
- de préparer le Rapport annuel au Parlement ainsi que d'autres rapports exigés par la Loi et autres documents exigés par les organismes centraux;
- d'élaborer les politiques, les procédures et les lignes directrices qui assureront l'application rigoureuse de la LAI au sein du Ministère;
- de donner des conseils et de diffuser de l'information sur la LAI afin de garantir le respect des obligations imposées par le gouvernement au sein du Ministère et
- d'assurer la conformité à la LAI et à ses règlements, de même qu'aux procédures et aux politiques connexes au sein du Ministère.

### **Suivi de la conformité**

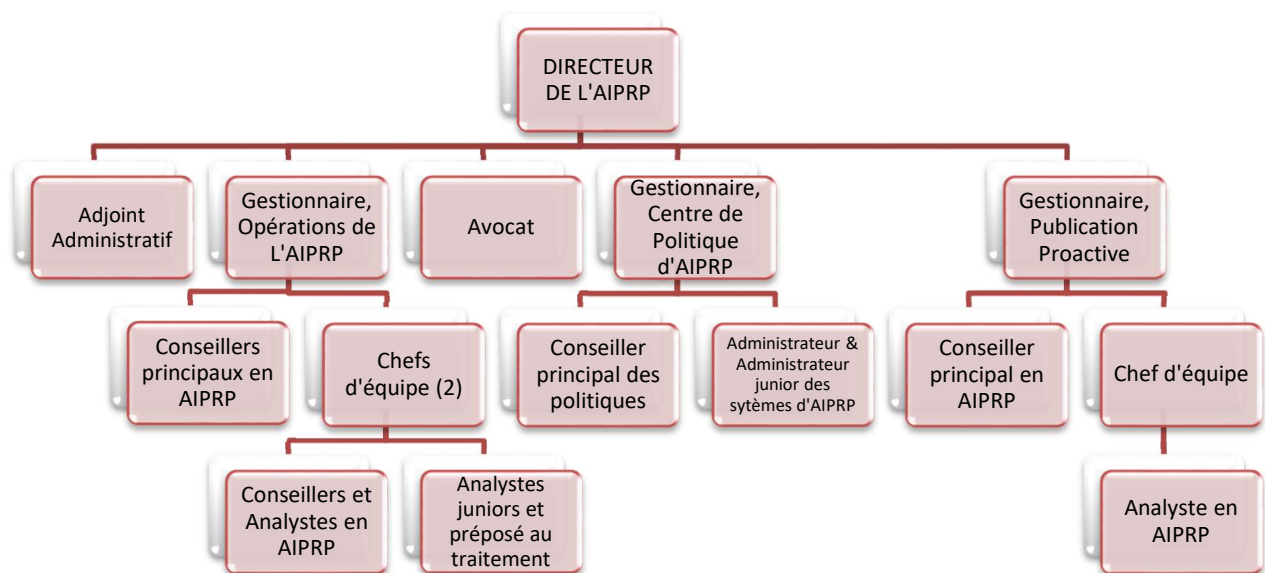
La charge de travail est évaluée quotidiennement par le biais de notre système de gestion des dossiers afin de garantir qu'elle soit uniformément répartie et efficacement gérée afin de respecter les délais législatifs. Divers rapports sont produits chaque semaine, chaque deux semaines, chaque mois et tous les trois mois afin de s'assurer que tous les niveaux de fonctionnaires sont avisés.

## ORGANISATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS LIÉES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

---

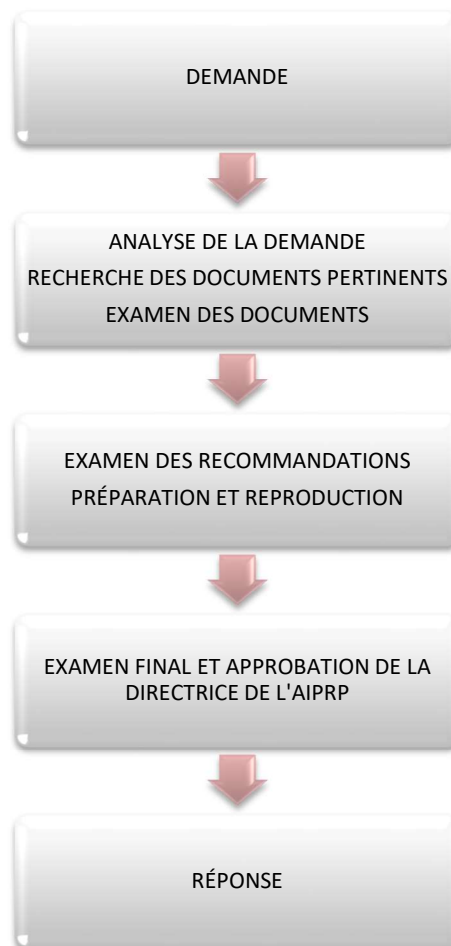
La coordonnatrice de l'AIPRP, également appelée la directrice de l'AIPRP, détient les pleins pouvoirs qui lui ont été délégués par le ministre en ce qui concerne l'administration de la Loi. Afin d'accroître le pouvoir de la haute gestion, la délégation de l'autorité absolue s'étend maintenant à la sous-ministre adjointe et dirigeante principale des finances, Secteur de la gestion, ainsi qu'au dirigeant principal de l'information. L'ordonnance de délégation se trouve à **l'annexe A** de ce rapport.

Au sein du Bureau de l'AIPRP, 23 employés à temps plein ont été chargés de l'administration de la LAI et autres fonctions connexes. L'organigramme du Bureau de l'AIPRP est présenté comme suit :



Des fonctionnaires du Ministère ont également contribué à l'application de la LAI en faisant des recommandations quant à la communication de documents et en veillant à ce que la Loi soit observée.

Les étapes du traitement des demandes sont les suivantes :



Des exemplaires des versions courantes d'Info Source, ainsi que des manuels et autres publications du Ministère sont mis à la disposition du public dans les salles de lecture de l'administration centrale et des bureaux régionaux. Bon nombre de ces publications sont également accessibles sur les sites Web du ministère de la Justice et du Secrétariat du Conseil du Trésor.

## **Rapport sur les frais d'accès à l'information aux fins de la *Loi sur les frais de service***

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable fasse annuellement rapport au Parlement sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les frais perçus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements ci-dessous sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

Conformément à la *Directive provisoire concernant l'administration de la Loi sur l'accès à l'information* publiée le 5 mai 2016, le ministère de la Justice dispense de tous les frais prévus par la Loi et le Règlement, à l'exception des frais de présentation de 5,00 \$ prévus à l'alinéa 7(1)a) du Règlement.

Durant la période visée, le Ministère a facturé des frais de présentation pour 638 demandes, un total de 3 190,00 \$. Les frais de présentation ont été dispensés dans 159 instances pour un montant total de 795,00 \$.

Tel qu'indiqué ci-dessous, le coût de fonctionnement du programme en 2018-2019 s'élève à 2 250 999,00 \$.

### **Dépenses salariales et administratives**

Au total, 23.08 équivalents temps-plein ont été affectés à temps-plein à l'administration de la LAI, et les dépenses salariales se sont chiffrées à 1 937,514 \$.

Les dépenses administratives se sont chiffrées à 313 485 \$. Ceci inclut les contrats de services professionnels.

Les coûts ne comprennent pas les ressources utilisées par les autres secteurs du Ministère pour satisfaire aux exigences de la Loi.

### **Réalisations**

Le ministère de la Justice continue d'affirmer son leadership et d'améliorer son rendement pour faire en sorte que ses services répondent aux normes de qualité les plus élevées. Durant l'exercice 2018-2019, le Bureau de l'AIPRP a accompli les réalisations suivantes :

- Dans le cadre de l'engagement du ministère de la Justice à accroître l'ouverture et la transparence, beaucoup d'efforts ministériels ont été déployés en préparation de la mise

en vigueur prochaine du Projet de loi C-58, Loi modifiant la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur la protection des renseignements personnels et d'autres lois en conséquence. Ce travail a débuté en janvier 2017, lorsque le ministère a publié mensuellement [les titres de documents d'information](#) qui ont été soumis au ministre et à la sous-ministre. Le processus utilise un système automatisé qui rationalise le processus de révision utilisé jusqu'alors pour répondre aux demandes d'accès à l'information et qui permet la publication de ces informations à tous les Canadiens plutôt qu'aux seuls demandeurs. Depuis, les demandes reçues pour notes de service n'ont cessé de croître.

- Afin d'améliorer les communications avec les demandeurs et accroître la transparence, conformément aux dix principes de pratique énumérés sur [le site web du Bureau de l'AIPRP](#), ainsi qu'aux lignes directrices et aux politiques du Secrétariat du Conseil du Trésor, le Ministère a continué d'afficher ses rapports annuels au Parlement ainsi que les sommaires des demandes complétées sur [le portail du Gouvernement ouvert du Canada](#).
- Afin de réduire les délais de traitement à l'interne et la consommation de papier, le Bureau de l'AIPRP a utilisé SharePoint, une plate-forme d'application web, pour le transfert d'information avec les bureaux de première responsabilité.
- Afin de mieux servir les Canadiens et Canadiennes, le ministère de la Justice a continué de faire partie du projet pilote relatif aux demandes en ligne d'accès à l'information et aux demandes de renseignements personnels. Les Canadiens et Canadiennes peuvent soumettre en ligne leurs demandes en vertu de la LAI. Ce système intègre également le Bouton d'achat du Receveur général pour permettre aux demandeurs de défrayer en ligne les droits de 5,00 \$ requis pour leur demande d'accès à l'information et éviter ainsi la nécessité de poster un chèque personnel avec leur demande.
- Afin de s'assurer que le processus de consultation demeure aussi efficace que possible, le Ministère a élaboré des lignes directrices pour la collectivité de l'AIPRP, lesquelles clarifient le rôle du Bureau de l'AIPRP quant aux demandes reçues par d'autres institutions fédérales en vertu de la LAI. De plus, afin de mieux servir la collectivité de l'AIPRP, le Bureau de l'AIPRP a mis à jour et communiqué ses normes de service en matière de consultation avec le ministère de la Justice. Les délais continuent à être examinés périodiquement pour s'assurer qu'ils restent à jour.
- A continué à développer, à l'interne, des documents d'orientation et des outils afin d'assurer la cohérence et a continué à consigner les pratiques exemplaires et les leçons

tirées. Ces documents d'orientation font couramment l'objet de discussions lors des réunions du personnel et sont mis à jour au besoin.

- A continué la mise à jour de ses procédures internes afin de rehausser l'efficacité du traitement des demandes d'accès à l'information et de partager ses pratiques exemplaires avec d'autres institutions gouvernementales.
- A continué de réduire sa consommation de papier en imprimant les documents recto verso et en transmettant les documents communiqués aux demandeurs par voie électronique, dans la mesure du possible.

### **Sensibilisation et formation**

Le personnel du Bureau de l'AIPRP donne régulièrement des conseils et de la formation informelle concernant l'application de la législation sur l'accès à l'information à des employés du Ministère appelés à examiner les documents faisant l'objet d'une demande en vertu de la LAI.

Des séances formelles d'information et de sensibilisation sont également offertes aux autres secteurs du Ministère, au cours desquelles une attention particulière est portée aux aspects de la Loi qui touchent directement aux domaines de responsabilité des participants. Au cours de la période concernée, neuf séances ont été offertes (total de 80 participants) :

- Section de la famille, des enfants et des adolescents – 45 participants
- Direction générale des ressources humaines (Relations de travail) – 12 participants
- Bureau de l'Ombudsman des victimes d'actes criminels – un participant (l'Ombudsman)
- Secrétariat ministériel et Bureau du sous-ministre (6 sessions – 22 participants au total)

Le Centre du droit à l'information et à la protection des renseignements personnels (CDIPRP) a aussi offert des séances de formation, à 425 employés du Ministère incluant celles dans le cadre du Programme d'apprentissage du ministère de la Justice ainsi qu'à des employés de d'autres ministères gouvernementaux :

- Forum 2018 sur le droit commercial – 170 participants (en personne et par WebEx)
- Réunion du groupe de pratique sur les confidences du Cabinet – 15 participants
- Survol de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels* – 35 participants
- Informations confidentielles du Cabinet – 20 participants
- Présentation sur les questions de privilège relatif aux règlements pour Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada/Services aux Autochtones Canada – 18 participants
- Fondamentaux de l'AIPRP - 2018 (19 participants)

- Secret professionnel de l’avocat et privilège relatif au litige (4 sessions – 148 participants au total)

La formation sur l’AIPRP fait partie des cours recommandés dans le volet valeurs et éthique de la Feuille de route du Ministère à l’intention des nouveaux gestionnaires. Les employés ont aussi la possibilité de consulter la présentation électronique sur le site intranet du Ministère.

De plus, les employés du Bureau de l’AIPRP prennent régulièrement part à des rencontres de sensibilisation avec l’avocate du Bureau, au cours desquelles ils étudient la jurisprudence récente concernant la LAI. L’avocate du Bureau de l’AIPRP participe aux réunions mensuelles du Groupe de pratique sur l’AIPRP, au cours desquelles de l’information est échangée et des solutions viables sont proposées. Le Groupe de pratique, ouvert à tous les juristes du Ministère, y compris ceux des Services juridiques, se penche sur diverses questions liées au droit d’accès à l’information ou à la protection des renseignements personnels.

En plus des possibilités de mentorat et de partenariat, des présentations et ateliers sont offerts régulièrement au sein du Bureau de l’AIPRP sur des sujets variés touchant à l’application de la LAI, de même que des politiques et procédures connexes. Ces activités permettent aux employés du Bureau de tirer profit de l’expertise et du savoir de leurs pairs.

Enfin, les employés du Bureau de l’AIPRP participent à des formations, à des conférences et à des séminaires organisés par le Secrétariat du Conseil du Trésor et diverses associations sur des thèmes liés à l’accès à l’information et à la protection des renseignements personnels, contribuant à les tenir au fait des progrès et des tendances dans ce domaine.

## ***PARTIE II – RAPPORT SUR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION***

### ***DEMANDES REÇUES EN VERTU DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION***

#### ***Rapport statistique***

Le rapport statistique annuel pour l'exercice financier 2018-2019 figure à la partie III du présent document.

#### ***Interprétation du rapport statistique***

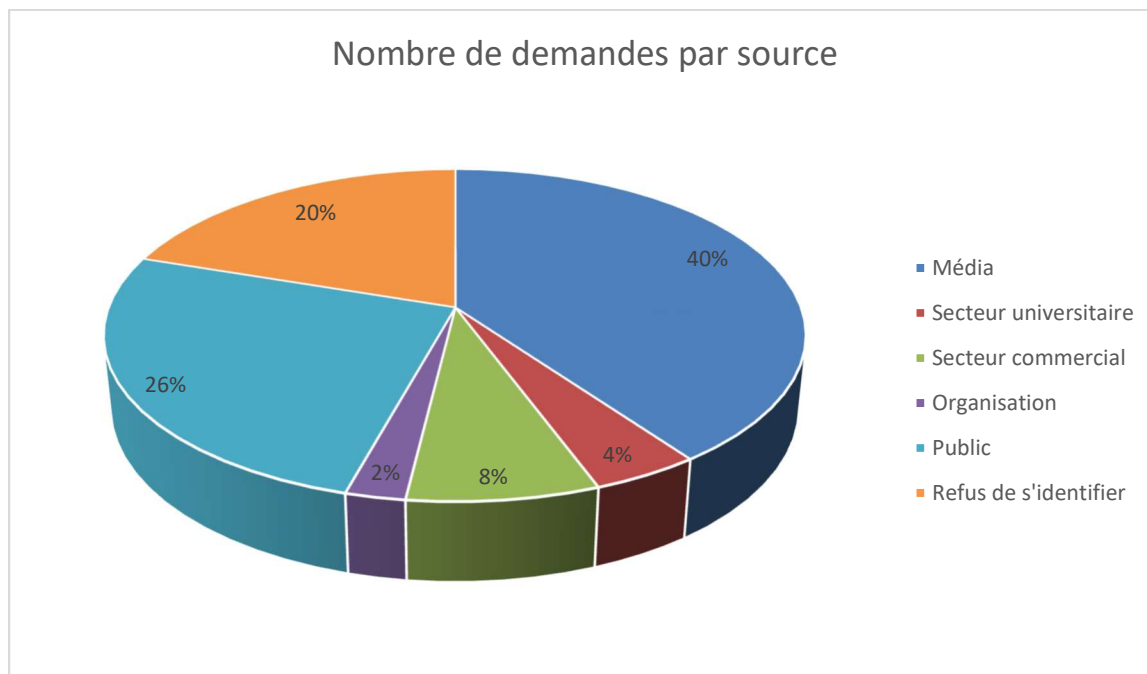
#### **Aperçu des demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

| Exercice financier | Nbre de demandes reçues | Nbre de demandes complétées | Nbre de pages traitées | Nbre de pages communiquées |
|--------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------|----------------------------|
| 2018-2019          | 886                     | 797                         | 136 954                | 42 221                     |
| 2017-2018          | 809                     | 702                         | 131 594                | 32 170                     |
| 2016-2017          | 676                     | 652                         | 107 983                | 41 462                     |

#### **Demandes reçues en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information***

Le Ministère a reçu 886 demandes durant la période visée, auxquelles se sont ajoutées 237 demandes reportées de l'exercice précédent, portant à 1 123 le nombre total de demandes à traiter. Il s'agit d'une augmentation de 77 demandes reçues comparativement au total de 809 demandes reçues au cours de l'année précédente.

Les médias ont soumis le plus de demandes au cours de la période visée, soit 355 (40%) des 886 demandes reçues, suivi par 229 (26%) du public et 176 (20%) demandeurs qui ont refusé de s'identifier.



#### Demandes complétées en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

Le Bureau a complété 797 demandes au cours de la période visée, et il en a reporté 326 pour traitement au cours de l'exercice financier 2019-2020.

Sur les 797 demandes complétées, 83% l'ont été dans les délais prescrits.

Le nombre de pages communiquées a augmenté de 24% par rapport à l'exercice précédent. Le traitement des demandes officielles d'accès à l'information a exigé la révision de 136 954 pages, dont 42 221 ont été partiellement ou intégralement communiquées.

#### Réponses données aux demandes complétées

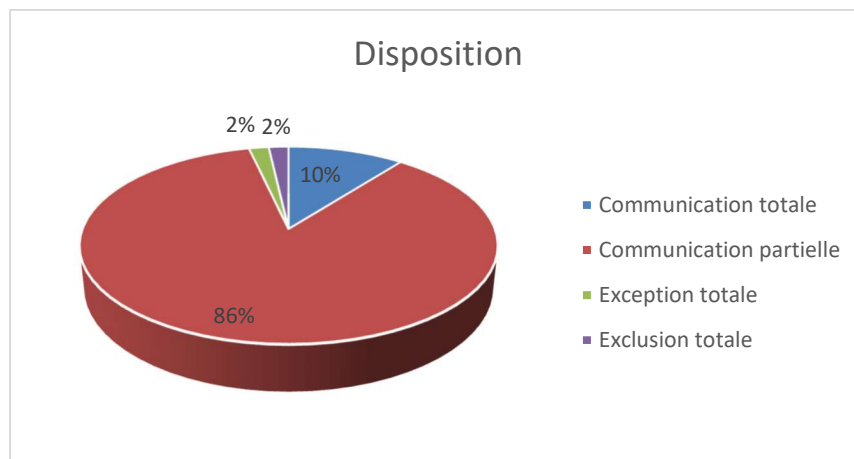
Sur les 797 demandes complétées au cours de l'exercice financier 2018-2019 :

- Le ministère de la Justice ne détenait aucun document pertinent pour 230 demandes; et
- 64 ont été abandonnées par le demandeur. Dans la majorité des cas, soit le demandeur a retiré sa demande, soit il a omis de fournir les précisions demandées par le Bureau de l'AIPRP.

Les 503 autres demandes ont donné lieu à la communication de documents, comme suit :

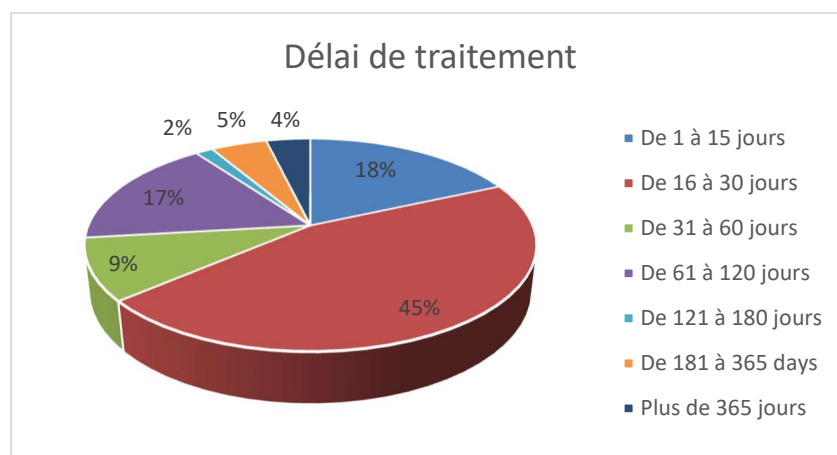
- 53 communications totales (10%)
- 432 communications partielles (86%)

- 9 exemptées en entier (2%)
- 9 exclues en entier (2%)



### Délai de traitement et prorogation

Sur les 797 demandes complétées en 2018-2019, 508 (soit 63%) ont été traitées dans un délai de 30 jours ou moins.



Le Bureau de l'AIPRP fait un suivi routinier du temps requis pour traiter les demandes d'accès à l'information. Ce contrôle est effectué par divers rapports statistiques (hebdomadaire, mensuel, trimestriel et annuel) et réunions avec le personnel de l'AIPRP pour s'assurer que les demandes sont traitées d'une manière plus opportune. Tout le personnel de l'AIPRP, les personnes-contacts par portefeuille et les cadres supérieurs sont informés des mesures de performance. Dans certains cas, le Ministère a dû demander une prorogation de délai pour diverses raisons : le grand nombre de documents demandés (36 fois), et/ou la nécessité de consulter soit une autre institution gouvernementale (228 fois), soit une tierce partie (5 fois).

### Exceptions invoquées

Le Ministère a invoqué des exceptions en vertu de la LAI pour 441 demandes. Les dispositions les plus souvent invoquées pour faire valoir une exception ont été, par ordre décroissant, l'article 21 (458 fois), concernant des renseignements ayant trait aux processus décisionnels internes du gouvernement; l'article 23 (277 fois), concernant le secret professionnel de l'avocat; et l'article 19 (268 fois), concernant les renseignements personnels. Le rapport statistique figurant à la Partie III de ce rapport donne le détail des exceptions invoquées.

### Motif d'exclusion

Des exclusions ont été invoquées à 12 reprises en vertu de l'article 68 (documents publiés ou mis en vente dans le public) et à 228 reprises en vertu de l'article 69 (documents confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada) de la LAI.

### Méthode d'accès

Au total, 86 demandeurs voulaient des copies papier, et 399 demandeurs ont opté pour la transmission des renseignements demandés sur un CD-ROM, sans frais supplémentaires. Cette méthode élimine les frais de photocopies et contribue à réduire l'empreinte papier du Bureau de l'AIPRP.

### Frais et dispense des frais

Au cours de la période visée, des frais de 3 190 \$ reliés aux demandes ont été perçues, et des dispenses ont été accordées pour 159 demandes (795 \$).

Le Ministère offre la possibilité aux demandeurs de recevoir les documents communiqués sur CD-ROM sans frais supplémentaires, une option qui gagne en popularité.

## *Consultations à la demande d'autres institutions ou ministères fédéraux*

### **Aperçu des demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales**

| Exercice financier | Nbre de demandes reçues | Nbre de pages reçues | Nbre de demandes complétées | Nbre de pages examinées |
|--------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------------|-------------------------|
| 2018-2019          | 413                     | 18 052               | 419                         | 19 226                  |
| 2017-2018          | 486                     | 13 700               | 443                         | 14 998                  |
| 2016-2017          | 460                     | 19 566               | 471                         | 26 575                  |

Au cours de la période visée, le Ministère a reçu 413 demandes de la part d'autres institutions et organismes fédéraux qui voulaient avoir des recommandations à l'égard de documents émanant du ministère de la Justice, le concernant ou pouvant l'intéresser. De plus, 86 consultations restées en suspens les années précédentes ont été reportées à la période visée, portant le total des consultations à 499.

Sur les 499 consultations actives au cours de la période visée, 419 ont été complétées durant l'exercice financier 2018-2019 (19 226 pages). Les 80 autres ont été reportées pour le traitement au cours de l'exercice 2019-2020.

## *Autres types de demandes*

### **Demandes non officielles**

Le Bureau de l'AIPRP a pour politique de traiter les demandes de façon non officielle lorsque les documents visés ont déjà été communiqués à la suite d'une demande précédente d'accès à l'information ou par un canal non officiel ailleurs au Ministère. L'affichage en ligne des résumés des demandes d'accès à l'information complétées a entraîné une hausse du nombre de demandes non officielles concernant des renseignements déjà communiqués.

Le Bureau de l'AIPRP a traité 723 demandes non officielles. Il faut souligner que ce nombre ne tient pas compte des nombreux messages électroniques ou appels téléphoniques de demandeurs potentiels ayant reçu une réponse non officielle ou qui ont été dirigés ailleurs.

## Conseils

À plusieurs occasions, le Bureau de l'AIPRP a également agi à titre de ressource pour les fonctionnaires du Ministère et d'autres institutions fédérales, à qui il a offert des conseils et des orientations à l'égard des dispositions de la législation et des politiques connexes. Il a été consulté relativement à la communication et à la collecte d'information sur une vaste gamme de sujets.

### *Plaintes, enquêtes et révisions par la Cour fédérale*

## Plaintes déposées

Le Commissariat à l'information du Canada (CIC) a reçu 46 plaintes au cours de la période visée, pour les motifs suivants :

- Une (1) plainte liée à la prorogation du délai
- Une (1) plainte liée au délai
- 28 plaintes liées à l'information assujettie à une exception ou à une exclusion
- 16 plaintes liées au traitement de la demande en général

## Enquêtes terminées

Les conclusions relatives aux plaintes sont les suivantes :

Fondée : Le Commissariat a obtenu des éléments de preuve selon lesquels les droits du plaignant n'ont pas été respectés en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Fondée, réglée : L'institution a pris des mesures correctives pendant l'enquête, à la satisfaction du CIC. Celui-ci n'a pas eu à présenter de recommandations au responsable de l'institution.

Fondée, réglée avec recommandation : Si le responsable de l'institution a accepté les recommandations du CIC et que l'institution a pris des mesures correctives à la satisfaction du CIC, l'affaire est considérée comme réglée, sans que le CIC ait à intervenir davantage.

Fondée, non réglée : Si le responsable de l'institution n'a pas accepté les recommandations du CIC ou que celui-ci n'a pas été satisfait des mesures correctives prises, le plaignant sera informé que l'affaire n'est pas réglée. Le plaignant – ou le CIC avec le consentement du plaignant, pourra faire appel aux tribunaux s'il s'agit d'un cas de refus d'accès.

Non fondée : Après enquête, le CIC a conclu que l'institution a bien appliqué la *Loi sur l'accès à l'information*.

Réglée avec le consentement des parties : La plainte a été résolue à la satisfaction de toutes les parties sans la nécessité de formuler des conditions.

Abandonnée : La plainte a été retirée ou abandonnée par le plaignant avant qu'on ait pu faire pleinement enquête sur les allégations. Dans d'autre cas, le plaignant n'a pas donné suite à la demande d'observations du CIC dans un laps de temps raisonnable, ou n'a pu être localisé.

En tout, 78 enquêtes ont été menées à terme durant la période visée, dont quelques-unes avaient été reportées des années précédentes. Parmi les 78 plaintes traitées, 33 ont été jugées fondées, réglées, 19 ont été jugées non fondées, 17 ont été abandonnées par le plaignant, et neuf (9) ont été réglées. Aucun enjeu majeur ne semble se dégager de ces plaintes.

#### ***Demandes de révision à la Cour fédérale du Canada***

Trois (3) demandes de révision judiciaire ont été déposées en Cour fédérale en vertu de l'article 41 de la LAI durant cet exercice financier.

## PARTIE III – RAPPORT STATISTIQUE ANNUEL



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

### Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Ministère de la Justice

Période d'établissement de rapport : 2018-04-01 au 2019-03-31

#### PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

##### 1.1 Nombre de demandes

|                                                                         | Nombre de demandes |
|-------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                    | 886                |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 237                |
| <b>Total</b>                                                            | <b>1123</b>        |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                   | 797                |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport             | 326                |

##### 1.2 Source des demandes

| Source                             | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias                             | 355                |
| Secteur universitaire              | 38                 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 67                 |
| Organisation                       | 21                 |
| Public                             | 229                |
| Refus de s'identifier              | 176                |
| <b>Total</b>                       | <b>886</b>         |

##### 1.3 Demandes informelles

| Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| 123                 | 337           | 262           | 1              | 0               | 0               | 0                 | 723   |

**Remarque :** Toutes les demandes documentées comme étant « traitées de façon informelle » seront désormais indiquées dans cette section seulement.

## PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

### 2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition              | Délai de traitement |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|                          | 1 à 15 jours        | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communication totale     | 8                   | 31            | 10            | 3              | 1               | 0               | 0                 | 53    |
| Communication partielle  | 25                  | 162           | 54            | 119            | 10              | 35              | 27                | 432   |
| Exception totale         | 0                   | 5             | 2             | 2              | 0               | 0               | 0                 | 9     |
| Exclusion totale         | 1                   | 0             | 0             | 6              | 1               | 1               | 0                 | 9     |
| Aucun document n'existe  | 70                  | 149           | 8             | 2              | 0               | 1               | 0                 | 230   |
| Demande transmise        | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Demande abandonnée       | 42                  | 15            | 1             | 2              | 0               | 1               | 3                 | 64    |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                   | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Total                    | 146                 | 362           | 75            | 134            | 12              | 38              | 30                | 797   |

### 2.2 Exceptions

| Article       | Nombre de demandes | Article    | Nombre de demandes | Article    | Nombre de demandes | Article  | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|------------|--------------------|------------|--------------------|----------|--------------------|
| 13(1) a)      | 12                 | 16(2)      | 13                 | 18 a)      | 1                  | 20.1     | 0                  |
| 13(1) b)      | 1                  | 16(2) a)   | 0                  | 18 b)      | 4                  | 20.2     | 0                  |
| 13(1) c)      | 16                 | 16(2) b)   | 0                  | 18 c)      | 0                  | 20.4     | 0                  |
| 13(1) d)      | 1                  | 16(2) c)   | 3                  | 18 d)      | 1                  | 21(1) a) | 254                |
| 13(1) e)      | 0                  | 16(3)      | 0                  | 18.1(1) a) | 0                  | 21(1) b) | 188                |
| 14            | 59                 | 16.1(1) a) | 0                  | 18.1(1) b) | 1                  | 21(1) c) | 12                 |
| 14 a)         | 30                 | 16.1(1) b) | 1                  | 18.1(1) c) | 0                  | 21(1) d) | 4                  |
| 14 b)         | 2                  | 16.1(1) c) | 0                  | 18.1(1) d) | 1                  | 22       | 3                  |
| 15(1)         | 36                 | 16.1(1) d) | 0                  | 19(1)      | 268                | 22.1(1)  | 0                  |
| 15(1) - A.I.* | 0                  | 16.2(1)    | 0                  | 20(1) a)   | 1                  | 23       | 277                |
| 15(1) - Déf.* | 0                  | 16.3       | 0                  | 20(1) b)   | 4                  | 24(1)    | 3                  |
| 15(1) - A.S.* | 1                  | 16.4(1) a) | 0                  | 20(1) b.1) | 0                  | 26       | 0                  |
| 16(1) a)(i)   | 0                  | 16.4(1) b) | 0                  | 20(1) c)   | 13                 |          |                    |
| 16(1) a)(ii)  | 1                  | 16.5       | 0                  | 20(1) d)   | 4                  |          |                    |
| 16(1) a)(iii) | 0                  | 17         | 4                  |            |                    |          |                    |
| 16(1) b)      | 7                  |            |                    |            |                    |          |                    |
| 16(1) c)      | 6                  |            |                    |            |                    |          |                    |
| 16(1) d)      | 0                  |            |                    |            |                    |          |                    |

\*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

## 2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article  | Nombre de demandes | Article        | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|----------|--------------------|----------------|--------------------|
| 68 a)   | 12                 | 69(1)    | 1                  | 69(1) g) re a) | 56                 |
| 68 b)   | 0                  | 69(1) a) | 6                  | 69(1) g) re b) | 0                  |
| 68 c)   | 0                  | 69(1) b) | 0                  | 69(1) g) re c) | 33                 |
| 68.1    | 0                  | 69(1) c) | 6                  | 69(1) g) re d) | 26                 |
| 68.2 a) | 0                  | 69(1) d) | 13                 | 69(1) g) re e) | 39                 |
| 68.2 b) | 0                  | 69(1) e) | 28                 | 69(1) g) re f) | 20                 |
|         |                    | 69(1) f) | 0                  | 69.1(1)        | 0                  |

## 2.4 Support des documents communiqués

| Disposition             | Papier    | Électronique | Autres   |
|-------------------------|-----------|--------------|----------|
| Communication totale    | 17        | 36           | 0        |
| Communication partielle | 69        | 363          | 0        |
| <b>Total</b>            | <b>86</b> | <b>399</b>   | <b>0</b> |

## 2.5 Complexité

### 2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| Communication totale     | 3811                     | 2882                         | 53                 |
| Communication partielle  | 131718                   | 39339                        | 432                |
| Exception totale         | 1269                     | 0                            | 9                  |
| Exclusion totale         | 113                      | 0                            | 9                  |
| Demande abandonnée       | 43                       | 0                            | 64                 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                        | 0                            | 0                  |

### 2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition              | Moins de 100 pages traitées |                    | 101 à 500 pages traitées |                    | 501 à 1 000 pages traitées |                    | 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|--------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                          | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes       | Pages communiquées | Nombre de demandes         | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| Communication totale     | 49                          | 579                | 2                        | 383                | 1                          | 18                 | 1                            | 1902               | 0                            | 0                  |
| Communication partielle  | 317                         | 5720               | 71                       | 8360               | 26                         | 6248               | 13                           | 7732               | 5                            | 11279              |
| Exception totale         | 7                           | 0                  | 1                        | 0                  | 1                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Exclusion totale         | 9                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Demande abandonnée       | 64                          | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                           | 0                  | 0                        | 0                  | 0                          | 0                  | 0                            | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>             | <b>446</b>                  | <b>6299</b>        | <b>74</b>                | <b>8743</b>        | <b>28</b>                  | <b>6266</b>        | <b>14</b>                    | <b>9634</b>        | <b>5</b>                     | <b>11279</b>       |

### 2.5.3 Autres complexités

| Disposition              | Consultation requise | Estimation des frais | Avis juridique | Autres    | Total      |
|--------------------------|----------------------|----------------------|----------------|-----------|------------|
| Communication totale     | 20                   | 0                    | 0              | 3         | 23         |
| Communication partielle  | 298                  | 0                    | 9              | 28        | 335        |
| Exception totale         | 3                    | 0                    | 0              | 0         | 3          |
| Exclusion totale         | 9                    | 0                    | 0              | 0         | 9          |
| Demande abandonnée       | 4                    | 0                    | 0              | 2         | 6          |
| Ni confirmée ni infirmée | 0                    | 0                    | 0              | 0         | 0          |
| <b>Total</b>             | <b>334</b>           | <b>0</b>             | <b>9</b>       | <b>33</b> | <b>376</b> |

### 2.6 Présomptions de refus

#### 2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

| Nombre de demandes fermées après le délai statutaire | Motif principal   |                      |                      |        |
|------------------------------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|--------|
|                                                      | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 137                                                  | 89                | 14                   | 8                    | 26     |

#### 2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours de retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total      |
|---------------------------|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------|
| 1 à 15 jours              | 17                                                           | 16                                                     | 33         |
| 16 à 30 jours             | 7                                                            | 8                                                      | 15         |
| 31 à 60 jours             | 10                                                           | 8                                                      | 18         |
| 61 à 120 jours            | 1                                                            | 17                                                     | 18         |
| 121 à 180 jours           | 1                                                            | 14                                                     | 15         |
| 181 à 365 jours           | 5                                                            | 14                                                     | 19         |
| Plus de 365 jours         | 1                                                            | 18                                                     | 19         |
| <b>Total</b>              | <b>42</b>                                                    | <b>95</b>                                              | <b>137</b> |

### 2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction   | Acceptées | Refusées | Total    |
|--------------------------|-----------|----------|----------|
| De l'anglais au français | 0         | 0        | 0        |
| Du français à l'anglais  | 0         | 0        | 0        |
| <b>Total</b>             | <b>0</b>  | <b>0</b> | <b>0</b> |

## PARTIE 3 - Prorogations

### 3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a)<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b)<br>Consultation |            | 9(1)c)<br>Avis à un tiers |
|----------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|------------|---------------------------|
|                                                    |                                     | Article 69             | Autres     |                           |
| Communication totale                               | 1                                   | 1                      | 11         | 0                         |
| Communication partielle                            | 32                                  | 102                    | 99         | 5                         |
| Exception totale                                   | 1                                   | 0                      | 2          | 0                         |
| Exclusion totale                                   | 0                                   | 8                      | 0          | 0                         |
| Aucun document n'existe                            | 0                                   | 1                      | 2          | 0                         |
| Demande abandonnée                                 | 2                                   | 1                      | 1          | 0                         |
| <b>Total</b>                                       | <b>36</b>                           | <b>113</b>             | <b>115</b> | <b>5</b>                  |

### 3.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a)<br>Entrave au fonctionnement | 9(1)b)<br>Consultation |            | 9(1)c)<br>Avis à un tiers |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|------------|---------------------------|
|                        |                                     | Article 69             | Autres     |                           |
| 30 jours ou moins      | 12                                  | 6                      | 49         | 2                         |
| 31 à 60 jours          | 11                                  | 76                     | 43         | 3                         |
| 61 à 120 jours         | 4                                   | 31                     | 22         | 0                         |
| 121 à 180 jours        | 2                                   | 0                      | 1          | 0                         |
| 181 à 365 jours        | 6                                   | 0                      | 0          | 0                         |
| Plus de 365 jours      | 1                                   | 0                      | 0          | 0                         |
| <b>Total</b>           | <b>36</b>                           | <b>113</b>             | <b>115</b> | <b>5</b>                  |

## PARTIE 4 – Frais

| Type de frais           | Frais perçus       |                | Frais dispensés ou remboursés |              |
|-------------------------|--------------------|----------------|-------------------------------|--------------|
|                         | Nombre de demandes | Montant        | Nombre de demandes            | Montant      |
| Présentation            | 638                | \$3,190        | 159                           | \$795        |
| Recherche               | 0                  | \$0            | 0                             | \$0          |
| Production              | 0                  | \$0            | 0                             | \$0          |
| Programmation           | 0                  | \$0            | 0                             | \$0          |
| Préparation             | 0                  | \$0            | 0                             | \$0          |
| Support de substitution | 0                  | \$0            | 0                             | \$0          |
| Reproduction            | 0                  | \$0            | 0                             | \$0          |
| <b>Total</b>            | <b>638</b>         | <b>\$3,190</b> | <b>159</b>                    | <b>\$795</b> |

## **PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations**

### **5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations**

| Consultations                                                           | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport                    | 409                                           | 17944                     | 4                    | 108                       |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 86                                            | 5591                      | 0                    | 0                         |
| <b>Total</b>                                                            | 495                                           | 23535                     | 4                    | 108                       |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport                   | 416                                           | 19214                     | 3                    | 12                        |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport             | 79                                            | 4321                      | 1                    | 96                        |

### **5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada**

| Recommandation                  | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|                                 | 1 à 15 jours                                                     | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communiquer en entier           | 38                                                               | 10            | 32            | 10             | 1               | 2               | 0                 | 93    |
| Communiquer en partie           | 15                                                               | 29            | 57            | 46             | 20              | 12              | 4                 | 183   |
| Exempter en entier              | 2                                                                | 7             | 15            | 7              | 2               | 3               | 0                 | 36    |
| Exclure en entier               | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Consulter une autre institution | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Autre                           | 78                                                               | 10            | 4             | 9              | 2               | 1               | 0                 | 104   |
| <b>Total</b>                    | 133                                                              | 56            | 108           | 72             | 25              | 18              | 4                 | 416   |

### **5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations**

| Recommandation                  | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation |               |               |                |                 |                 |                   | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
|                                 | 1 à 15 jours                                                     | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours |       |
| Communiquer en entier           | 1                                                                | 0             | 1             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 2     |
| Communiquer en partie           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Exempter en entier              | 0                                                                | 0             | 1             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 1     |
| Exclure en entier               | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Consulter une autre institution | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| Autre                           | 0                                                                | 0             | 0             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 0     |
| <b>Total</b>                    | 1                                                                | 0             | 2             | 0              | 0               | 0               | 0                 | 3     |

## **PARTIE 6 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet**

### **6.1 Demandes auprès des services juridiques**

| Nombre de jours   | Moins de 100 pages traitées |                    | De 101 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                   | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15            | 30                          | 524                | 6                           | 306                | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30           | 26                          | 535                | 2                           | 135                | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60           | 39                          | 1008               | 10                          | 1761               | 2                             | 92                 | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120          | 4                           | 115                | 8                           | 1040               | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365 jours | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>      | <b>99</b>                   | <b>2182</b>        | <b>26</b>                   | <b>3242</b>        | <b>2</b>                      | <b>92</b>          | <b>0</b>                        | <b>0</b>           | <b>0</b>                     | <b>0</b>           |

### **6.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé**

| Nombre de jours   | Moins de 100 pages traitées |                    | De 101 à 500 pages traitées |                    | De 501 à 1 000 pages traitées |                    | De 1 001 à 5 000 pages traitées |                    | Plus de 5 000 pages traitées |                    |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
|                   | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes          | Pages communiquées | Nombre de demandes            | Pages communiquées | Nombre de demandes              | Pages communiquées | Nombre de demandes           | Pages communiquées |
| 1 à 15            | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 16 à 30           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 31 à 60           | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 61 à 120          | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 121 à 180         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| 181 à 365         | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| Plus de 365 jours | 0                           | 0                  | 0                           | 0                  | 0                             | 0                  | 0                               | 0                  | 0                            | 0                  |
| <b>Total</b>      | <b>0</b>                    | <b>0</b>           | <b>0</b>                    | <b>0</b>           | <b>0</b>                      | <b>0</b>           | <b>0</b>                        | <b>0</b>           | <b>0</b>                     | <b>0</b>           |

## **PARTIE 7 - Plaintes et enquêtes**

| Article 32 | Article 35 | Article 37 | Total |
|------------|------------|------------|-------|
| 46         | 5          | 0          | 51    |

## **PARTIE 8 - Recours judiciaire**

| Article 41 | Article 42 | Article 44 | Total |
|------------|------------|------------|-------|
| 3          | 0          | 0          | 3     |

## **PARTIE 9 - Ressources liées à la *Loi sur l'accès à l'information***

### **9.1 Coûts**

| Dépenses                              |           | Montant            |
|---------------------------------------|-----------|--------------------|
| Salaires                              |           | \$1,926,620        |
| Heures supplémentaires                |           | \$10,894           |
| Biens et services                     |           | \$313,485          |
| • Contrats de services professionnels | \$261,686 |                    |
| • Autres                              | \$51,799  |                    |
| <b>Total</b>                          |           | <b>\$2,250,999</b> |

### **9.2 Ressources humaines**

| Ressources                               | Années-personnes<br>consacrées aux activités<br>liées à l'accès à<br>l'information |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Employés à temps plein                   | 22.70                                                                              |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.80                                                                               |
| Employés régionaux                       | 0.00                                                                               |
| Experts-conseils et personnel d'agence   | 0.00                                                                               |
| Étudiants                                | 0.30                                                                               |
| <b>Total</b>                             | <b>23.80</b>                                                                       |

**Remarque :** Entrer des valeurs à deux décimales.

## ANNEXE A – ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

### Access to Information and Privacy Act Delegation Order Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels

The Minister of Justice of Canada, pursuant to section 73 of the *Access to Information Act* and the *Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the Minister as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le ministre de la Justice du Canada délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

#### Schedule/Annexe

| Position/Poste                                                                                                                                                                                                                                                     | <i>Privacy Act</i> and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements                                | <i>Access to Information Act</i> and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| The Deputy Minister and Associate Deputy Minister /Le Sous-ministre et Sous-ministre délégué                                                                                                                                                                       | 33(2) and 35(1)/33(2) et 35(1)<br><br>Full authority/Autorité absolue                                                               | 35(2) and 37(1)/35(2) et 35(1)<br><br>Full authority/Autorité absolue                                                                                                                             |
| The Director, Access to Information and Privacy Office/Le directeur, Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels                                                                                                           | Full authority/Autorité absolue                                                                                                     | Full authority/Autorité absolue                                                                                                                                                                   |
| The Assistant Deputy Minister Management Sector and Chief Financial Officer/Le Sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion et dirigeant principal des Finances                                                                                                    | Full authority/Autorité absolue                                                                                                     | Full authority/Autorité absolue                                                                                                                                                                   |
| The Chief Information Officer/Le Dirigeant principal de l'information                                                                                                                                                                                              | Full authority/Autorité absolue                                                                                                     | Full authority/Autorité absolue                                                                                                                                                                   |
| The Chief of Operations, Chief of Policy and Legal Counsel, Access to Information and Privacy Office / Le Chef des opérations, Chef des politiques et le Conseiller juridique, Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels | 15, and the mandatory provisions of 26 for all records / 15 et les dispositions obligatoires de l'article 26 pour tous les dossiers | 8(1), 9, 11(2) to (6) inclusive, and the mandatory provisions of 19(1) for all records / 8(1), 9, 11(2) à (6) inclusivement et les dispositions obligatoires de l'article 19(1) pour les dossiers |
| The Senior Access to Information and Privacy Advisors/Les conseillers principaux en accès à l'information et protection des renseignements personnels                                                                                                              | 15 for all records/15 pour tous les dossiers                                                                                        | 8(1) and 9 for all records/8(1) et 9 pour tous les dossiers                                                                                                                                       |

Dated, at the City of Ottawa,  
this 14th day of May, 2016

Daté, en la ville d'Ottawa,  
ce 14 jour de mai 2016

MINISTRE DE LA JUSTICE  
L'HONORABLE JODY WILSON-RAYBOULD  
THE HONOURABLE JODY WILSON-RAYBOULD  
MINISTER OF JUSTICE

Original signed by /  
Original signé par